

« Une privation injustifiée de nos libertés »

À contre-courant du politiquement correct, l'entrepreneur et écrivain Denis Jacquet dresse le portrait d'une France et d'une Europe malmenées par la pandémie.

Il intervient régulièrement dans nos pages pour décrypter les grandes tendances de l'économie. L'entrepreneur Denis Jacquet, fondateur du mouvement DayOne Movement [association incitant les patrons à s'investir pour créer une société plus inclusive, Ndlr] est aussi écrivain, avec, à son actif, plusieurs ouvrages aux titres provocateurs : *Ubérisation, un ennemi qui vous veut du bien* ou *Pourquoi votre prochain patron sera chinois*. Le dernier ne fait pas exception à la règle : *Covid, le début de la peur, la fin d'une démocratie* (éditions Eyrolles). Un essai à charge contre la gestion de la crise de la Covid 19 et une Europe désunie.

Les premiers mots de votre livre sont : « Ci-gît la démocratie européenne et son économie... Vous n'y allez pas de main morte. Qu'est-ce qui vous a poussé à écrire ce livre ?

Le président Macron a parlé de « guerre » contre la Covid alors que le virus n'a tué que 0,00028 % de la population mondiale : 3,81 millions de décès au 15 juin pour près de 8 milliards d'habitants. Et comme on n'avait pas assez de morts à se mettre sous la dent au journal de 20 heures, on est passé aux contaminations, dont les chiffres étaient plus impressionnants. C'est devenu un cirque médiatico-politique. Autant le premier confinement pouvait se comprendre, faute d'informations sur le virus, les suivants non. La situation justifiait-elle que nos libertés soient rognées ? Qu'on instaure un couvre-feu ? Que l'on mette la totalité de la population sous cloche sans donner le taux de dangerosité de la maladie ? On a assisté à la fin de la prise de décision dans les régions et à l'échelon local. Le président est devenu un solitaire du pouvoir.

On peut opposer que les décisions prises relevaient du principe de précaution.

C'est justement tout ce que je dénonce. La précaution, c'est



« On a renié notre système démocratique dont on se gargarise : les maires n'ont plus de pouvoir de décision, comme les présidents de région », estime Denis Jacquet dans son ouvrage. (DR)

l'échec couru d'avance. Tous ceux qui font de la précaution un principe font de la réussite une exception. C'est la culture du Soldat Ryan. On fait un exemple médiatique pour sauver le dernier de la fratrie. Ce faisant, on tue tout le monde, dont notre économie.

Il y a quand même eu plus de 110 000 décès en France... C'était la bataille des chiffres et des médias. Oui, mais qui sont ces morts ? Il n'y a pas de surmortalité en dessous de 65 ans ; celle des plus de 65 ans est de 2 à 3 %. Ce n'est pas une hécatombe mais elle a entraîné 68 millions de Français à rester chez eux. Et ça, c'est anormal. 90 % des personnes décédées ont plus de 65 ans et la moitié plus de 84 ans. On ignore encore la proportion de comorbidités mais elle est très majoritaire. Je ne pense pas qu'on ait 100 000 morts exclusivement de la Covid et je fais le pari que lorsqu'on regardera les statistiques dans trois ans, on aura une mortalité lisse.

Vous êtes critique lorsque vous abordez la gestion de la Covid en France. Était-elle si mauvaise ?

Dans le classement des vingt pays les plus mortels, il y a au moins six pays européens et la France a toujours figuré une place avant ou après les États-Unis alors que l'on s'est beaucoup moqué de la gestion de la crise de Donald Trump. Idem pour le Brésil, qui n'a pas une mortalité supérieure à la nôtre. La Suède, qui n'a jamais confiné sa population et que l'on a aussi critiquée, a été meilleure que nous. Pourquoi ne pas avoir pris exemple sur l'Asie qui a confiné hyper strictement ? La Chine a mis en prison chez eux les habitants des régions impactées et huit mois plus tard, ils étaient tous en boîte de nuit. Sur le temps, le couvre-feu et le semi-confinement qu'on a connus ne changent rien à la mortalité.

Croyez-vous les chiffres chinois ?

Non, ils sont faux. Ils ont triché les premières semaines. Mais une fois qu'ils ont confiné strictement, les chiffres s'approchaient davantage de la réalité. On peut toutefois prendre le pays comme exemple car il n'a confiné que les régions qui étaient impactées.

« On a le best of, voire maxi best of, des décisions ubuesques »

C'est ce que le gouvernement français a fait en janvier...

Avec un an de retard. Il suffisait de regarder Taïwan, le Japon, Singapour qui ont en moyenne moins de 200 morts. Ils ont bâti des hôpitaux de campagne en huit jours. Nous, on a fermé les hôpitaux provisoires en septembre alors qu'on parlait déjà depuis plusieurs semaines d'une seconde vague. Le couvre-feu en France a été appliqué de la même façon en Bretagne, où il y avait peu de cas, qu'à Nice. Il y a une centralisation, voire un exercice

solitaire du pouvoir. On a renié tout notre système démocratique : les maires et les présidents de région n'ont plus de pouvoir de décision. Et ceux qui prenaient les décisions, les scientifiques, n'ont pas été élus par les Français. Ce sacrifice de nos libertés ne se justifiait pas. On a le best of, voire maxi best of, des décisions ubuesques. Trump a fini par avouer qu'il avait minimisé le virus pour éviter que l'économie américaine ne s'effondre. Il avait raison.

Pourquoi ?

On s'est concentré sur la mortalité et la contamination, mais on a préféré ne pas voir tous les effets négatifs qui s'abattraient sur nous comme un tsunami ces prochains mois et années. Il suffit de voir le taux mondial d'extrême pauvreté qui, selon la Banque mondiale, a augmenté pour la première fois en plus de vingt ans, du fait de la pandémie. Qu'est-ce qui peut justifier que pour protéger un comorbide de plus de 84 ans – et je suis désolé de le présenter ainsi –, on sacrifie les trois générations qu'on a mis à sortir des gens d'un revenu inférieur à 100 \$ par mois ?

Le serment d'Hippocrate, non ?

Les médecins sont aussi des citoyens. Si on ne pense qu'au taux de mortalité, le médecin a raison de sauver la vie. Mais pas si on songe à la pauvreté, aux femmes violentées, à l'éducation des enfants... L'intérêt général doit prévaloir.

En montrant les limites de notre système de santé, la pandémie aura peut-être un impact positif sur la santé de nos hôpitaux ?

Pour qu'un service de santé marche, il faut y investir. Et donc avoir une économie saine. Ce n'est pas en la mettant à genoux qu'on aura une santé. Il faudra bien rembourser ces aides un jour ou l'autre.

PROPOS RECUEILLIS PAR KARINE WENGER kwenger@nicematin.fr

Quelles perspectives économiques ?

Qu'a montré la crise d'un point de vue économique ?

Elle a révélé que l'Europe n'existe pas, qu'il n'y a pas d'union même sur des sujets majeurs, et qu'elle manque de pragmatisme. L'été dernier, il lui aura fallu huit semaines pour mettre en place le maigre plan de relance de 750 Mds€ à diviser entre tous les États, une paille quand en France, le coût de la crise dépasse les

400 Mds€. Elle n'arrive pas non plus à se mettre d'accord sur une stratégie sanitaire ou vaccinale.

Le seuil des 30 millions de Français vaccinés a quand même été franchi.

Mais on n'a pas réussi à sortir un vaccin. Il aurait fallu préempter des doses, comme l'ont fait les États-Unis ou Israël. Surtout, on est à saturation quand on a 6 000

personnes en soins intensifs et en réa, alors qu'on est supposé être l'un des temples de la médecine mondiale. Est-ce normal ?

L'Europe, le phare du monde, incapable de traiter dans chacun de ses pays 6 ou 7 000 personnes ? Pourquoi le privé n'a-t-il pas été davantage sollicité ? En France, les cliniques étaient vides. Pour moi, la Chine, les États-Unis et la Russie sortent vainqueurs de la Covid.

Quelle reprise pour la France ?

Je suis peu optimiste. Il y aura une reprise cet été car les Français ont accumulé une épargne. Mais les gens ne vont pas aller au restaurant six fois par jour ni prendre deux chambres d'hôtel au lieu d'une. Ensuite, tout dépendra des aides de l'État. Emmanuel Macron, qui veut être réélu, va maintenir les vannes ouvertes autant que possible. S'il fait cela, il

y a des chances pour avoir une croissance relativement décente. S'il les réduit et remet sur le tapis la réforme des retraites, les allocations-chômage, ce sera très compliqué. Les petits territoires déjà malmenés par la crise des « gilets jaunes » ont perdu leurs entreprises et ne les retrouveront pas. Cela occasionnera des troubles sociaux et cassera la dynamique de croissance.